

LES PIÈGES D'UN MARCHÉ SANS CADRE

*par Jean-François Soufflet **

Pour les productions alimentaires, le marché est un moteur de développement, mais à certaines conditions : des règles, des acteurs repérés, un retour de la sphère financière au réel.

Face à l'ampleur du défi alimentaire (comme du défi écologique), le sentiment de responsabilité qui envahit les citoyens du monde augmente la tentation de chercher des coupables plutôt que de privilégier la connaissance objective. Dans la science économique, le concept « marché », concept si mal connu et si décrié, est pourtant un paradigme de mécanisme non intentionnel. Sa compréhension peut apporter beaucoup au diagnostic objectif du problème alimentaire.

Le concept de marché : version authentique et version pervertie

Il existe aujourd'hui une version *authentique*, moderne au double sens de « fidèle à l'esprit des Lumières » et de « formalisable logiquement », de la « théorie du marché ». Elle est fondée sur sa problématique originelle : trouver une solution au problème d'approvisionnement en grains des villes. Cet approvisionnement était perturbé, au XVIII^e siècle, par de fortes fluctuations des quantités, des quantités et des prix. Cantillon, le premier, puis Turgot et les Physiocrates, enfin les Libéraux anglais, ont cherché, par la conceptualisation, à exploiter des potentialités particulières aux échanges marchands, qui remontent à la nuit des temps. Ils ont montré que, placés dans un cadre bien précis, ils pouvaient réguler les flux en quantité, qualité et prix sans qu'aucun des acteurs n'ait directement cette intention.

Le cadre, très organisé, laisse les acteurs, proches des attentes des consommateurs et des problèmes concrets à résoudre, libres de leurs initiatives, avec pour seule mission de suivre un comportement dicté par la seule logique économique marchande : créer plus de valeur que de coûts engagés. Le cadre organise l'émulation entre entreprises par la concurrence : les meilleures entreprises éliminent les moins bonnes ; de nouvelles entreprises peuvent contester les positions des anciennes. Pour que la chasse aux gains individuels ait un résultat positif pour tous, il faut organiser des redistributions. Chaque consommateur doit disposer d'un revenu minimum ; sinon, il n'est plus libre de ses choix. Aucune entreprise ne doit pouvoir accaparer la totalité des

* *Économiste,
Professeur
à l'ENESAD, Dijon,
jf.soufflet@enesad.fr*

gains. Dès l'origine, les vertus du marché ne sont attendues qu'à l'intérieur du cadre ainsi délimité, et toute extension au-delà de ces limites doit être soigneusement débattue. Or, au XIX^{ème} siècle, le capitalisme a systématiquement cherché à étendre le marché au-delà des limites fixées par les premiers théoriciens, sans se préoccuper de la construction d'un nouveau cadre ; le néolibéralisme actuel poursuit dans la même voie.

La *théorie authentique moderne* s'écarte, sur deux points fondamentaux, d'une version pervertie, mais enseignée dans toutes les universités, surtout les plus prestigieuses d'où sont issues les élites chargées aujourd'hui de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques nationales de développement et de régulation internationale des échanges (FMI, Banque mondiale, Commission Européenne, etc.) :

- la *théorie authentique* est systémique ; elle rejette toute formalisation conduisant de fait à la réduction arbitraire du système conceptuel nécessaire à l'appréhension des phénomènes de marché. La « marchandise », au sens conceptuel, est conçue comme une représentation complexe, produite par une certaine organisation à l'issue d'un processus de production : la filière. La référence à l'organisation évite les débats stériles « plus de marché » *versus* « plus d'État » ou « marché » *versus* « firme », puisqu'il s'agit des parties d'un même système.
- la modélisation en filière des phénomènes de marché s'applique en priorité à organiser la mise en rapport de la « marchandise » conceptualisée avec l'univers des biens et services réels. Grâce à cet effort, la *théorie authentique* peut tirer profit de la très riche histoire alimentaire de l'Europe, celle de ses agriculteurs, bien sûr, mais aussi de ses artisans-commerçants, boulangers, bouchers, meuniers,... et des diverses formes organisationnelles qu'ont pris la production et les échanges agroalimentaires au fil du développement. Elle permet surtout, aujourd'hui, de répondre, dans chaque situation analysée, à la question « qui fait quoi, où, quand, comment ? ». Or, cette connaissance objective est nécessaire à l'appréhension de l'utilité sociale des acteurs. Mais cette délicate question du rapport entre connaissance théorique et réel à connaître, considérée comme centrale par toutes les sciences, est curieusement négligée par les formalisations académiques courantes en économie.

Le rôle des acteurs mis en lumière

Illustrons le changement de perception induit par l'exemple de la formation au commerce équitable, voie possible de rapprochement Nord-Sud (1). On constate que les apprenants ne connaissent initialement rien au commerce et qu'ils présument cette activité inutile. Dans les représentations qui leur viennent spontanément à l'esprit, il n'y a souvent que des « producteurs (agricoles) », des « consommateurs », et, entre les deux, des « inter-

(1) Mais aussi Nord-Nord, et Sud-Sud.



médiaires ». Si, par contre, on nomme ces « intermédiaires » par la fonction qu'ils remplissent, leur utilité présumée apparaît plus facilement : transport, collecte, manutention, banque, certification, commissariat en douane, etc. D'où l'intérêt de changer de représentation. Comprendre les fonctions remplies depuis toujours par le commerce, comprendre que tout commerçant ou entrepreneur qui veut gagner sa vie cherche d'abord à identifier les intérêts conjoints à tous les acteurs de la chaîne de production, les conflits potentiels entre eux, et donc les problèmes concrets à résoudre, c'est faire un grand pas vers une expression plus authentique de la fraternité mondiale : se comprendre les uns les autres. C'est une attitude plus constructive que de chercher à « éliminer les intermédiaires ».

En transposant à plus grande échelle ce petit exercice de substitution d'une représentation objective de la réalité à une représentation fallacieuse, on comprend l'intérêt d'analyser avec précision le rôle effectif joué par les grands acteurs du développement et du commerce international : les États (institutions, mais aussi acteurs), les multinationales, les commerçants internationaux, les banques,... Le résultat d'une telle analyse permet de comparer la réalité objectivée à une autre réalité possible, de débattre politiquement des avantages et inconvénients de l'une et de l'autre, de la transition de l'une vers l'autre, sans oublier d'identifier les perdants et les gagnants du premier état, du second état, et de la transition (2).

Échanges internationaux et développement

Un second exemple de mauvaise perception induite par la référence constante à une *théorie pervertie* du marché : celui du rôle des échanges internationaux dans le développement, et des formes de son financement du développement.,.

Sur cette question, il faut reconnaître que les économistes ont été induits en erreur par le « Prince des Économistes » lui-même : Ricardo. Celui-ci a « démontré », dans la théorie de l'avantage comparatif, l'intérêt pour deux nations d'échanger. Mais son raisonnement n'est valable, en fait, que pour l'échange entre deux régions appartenant à une même nation. Il suppose en effet l'existence d'une mesure commune des valeurs et des coûts, donc d'une monnaie commune. Or, les monnaies sont nationales. Les théories récentes de l'échange international, plus formalisées, évacuent carrément ce problème de la monnaie. S'ajoute à cette erreur, celle consécutive à l'ignorance d'une autre dimension fondamentale des phénomènes économiques réels : le temps. Pour que l'échange international se transforme en développement, il faut que les travailleurs employés dans le secteur national, abandonné au bénéfice de l'importation, se

(2) On évite ainsi, par exemple, de confondre la croissance du PIB d'une Nation avec la croissance du bien-être pour chacun, façon commode d'ignorer que la création de richesses crée aussi de la pauvreté.



déplacent vers le secteur développé pour l'exportation. Or, la vitesse de déplacement de la monnaie et du capital financier vers les nouveaux centres de profit est considérablement supérieure, et le coût de leur déplacement considérablement inférieur à la vitesse et au coût de déplacement du travail et des actifs réels (3). Si l'on corrige ces deux erreurs, on s'aperçoit qu'aucune théorie rigoureuse ne fonde l'idée que l'échange international est, par nature, bénéfique à tous ; cette question est à analyser cas par cas.

Qui plus est, la sphère monétaire et financière s'est très autonomisée par rapport au réel. Grâce à la vitesse de déplacement de la monnaie, il est possible de gagner beaucoup d'argent avec de l'argent, en allant très vite vers les zones de gains élevés, même éphémères, et en spéculant. Cette caractéristique est très défavorable au financement continu du développement durable, alors qu'il existe aujourd'hui une alliance objective entre le « Nord » et le « Sud » sur ce terrain : dans les pays du Nord se trouvent l'épargne et les populations vieillissantes ; dans les pays du Sud, les dettes et la jeunesse. Bien entendu, il y a des jeunes au Nord, et il faut investir au Nord. Mais, pour la constitution des fonds de retraite, une partie de l'épargne pourrait s'investir au Sud. Ceux qui constituent leur fonds de retraite ont intérêt à privilégier la sécurité à long terme de leurs placements, plutôt que les gains immédiats mais risqués. Globalement, le secteur alimentaire est un secteur assez sûr, qui nécessite, le plus souvent, des investissements à long terme (4). Mais il est très risqué pour un individu isolé d'investir dans une unité agricole, ou une PME du Sud ; ce type d'investissement direct n'est pas considéré comme prioritaire par les États, les banques, les gérants de fonds de pension, seuls acteurs susceptibles d'organiser et garantir ce type d'opération à grande échelle.

Il serait facile de montrer que l'autonomisation de la sphère financière par rapport au réel est globalement un obstacle à la lutte contre la pauvreté, au Nord comme au Sud, en prenant les exemples des grandes crises financières, ou des effets de la spéculation immobilière. Les citoyens du monde en sont très conscients.

Il est vraiment dommage que l'incapacité des économistes à enseigner une théorie authentique et moderne du « marché » entrave à ce point le travail de reconstruction sociale de la réalité. Cette reconstruction est pourtant nécessaire pour faire face lucidement au défi alimentaire.

(3) Biens matériels et services, organisés en moyens de production, internes et externes aux entreprises.

(4) Par exemple en agriculture ou en transformation.

Jean-François Soufflet